



# CGT Finances Publiques Aveyron

## Projet de réformes réseau finances publiques Aveyron

La direction générale des finances publiques (DGFIP) compte en Aveyron un peu plus de 400 agents en 2017, elle est présente sur l'ensemble du territoire à travers 30 centres.

Mais cela c'était avant, avant une réforme censée améliorer la qualité de notre travail, puisqu'il était mal fait c'est bien connu. Au-delà de l'attitude méprisante avec un vocabulaire choisi pour être dévalorisant à souhait, des faits calculés pour humilier et culpabiliser les agents, (pour mémoire on parle ici d'annonces de suppressions de sites par messagerie internet !!!!), tout cela pour respecter la communication ministérielle, on voit d'emblée que l'on n'a pas en face nous des philanthropes. Les agents et plus globalement l'humain ne sont pas encore intégrés dans leur mode de pensée, nous sommes la variable d'ajustement, notre destin professionnel compte moins qu'un discours du ministre. La grande classe !!! Ken Loach aurait pu viser un César à Cannes avec ce scénario.

Pour preuve du dédain de cette direction, le soit disant « grand organisateur délégué à la destruction » n'est quasiment pas intervenu dans les grandes messes organisées pour l'occasion !

La notion de respect est à géométrie variable comme d'ailleurs cette réforme qui devait être une révolution administrative, un grand moment où l'administration des finances publiques allait partir à la rencontre des citoyens où tout deviendrait plus simple et mieux.

En voyant la carte du futur réseau, nous avons manqué de tomber de la chaise. La réalité, la vraie est celle là : l'ensemble du réseau sera recroquevillé sur 6 bassins de vies identifiées comme étant les plus importants (Rodez, Millau, Villefranche de Rouergue, Decazeville, Saint Affrique et Espalion) et encore à part Rodez toutes les résidences restantes n'exerceront pas toutes les missions.

Mais ne pleurez pas encore, car il y a les pastilles bleues de la carte c'est-à-dire les accueils France Services ou Maison de Service Au Public. On incite les collectivités locales à en ouvrir pour assurer une partie de nos missions et les pastilles rouges de la carte représentent les implantations de conseillers aux collectivités.

Mais encore une fois ce n'est pas si simple, car on reconnaît en haut lieu que la qualité de services rendus dans les points de contact MSAP ou France Service risque d'être très hétéroclite donc on envisage des permanences effectuées par des agents finances publiques. On envisage aussi des prises de rendez-vous, puis aussi des accueils permanents SIP sur les résidences où le SIP a disparu car il y a du public qui vient. Il faudra aussi que les conseillers aux collectivités fassent du conseil mais s'entendent avec le chef comptable de leur service de rattachement pour se partager le travail et les déplacements et

Site de la section sur INTERNET ou INTRANET :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>

encore plein de surprises à venir .Ce n'est plus du Ken Loach on a l'impression que Benny Hill pilote la réforme.

De plus, les effectifs vont encore diminuer .En Aveyron, le directeur ne sait pas le volume de suppression, son homologue de la Loire a annoncé une réduction des effectifs de 12% pour la période 2020-2022.


Il faut bien voir qu'à ce stade, nous devenons une administration hors sol, coupée de l'usager (fin du paiement espèces, 6 accueils maintenus en Aveyron, prise de rendez-vous et contact électronique quasi obligatoire). Lorsque l'on devient invisible, il est très difficile de justifier de son utilité et cette réforme n'est qu'un premier pas vers des changements encore plus importants (suppression des SIP lorsque l'obligation de déclarer disparaîtra, agence du recouvrement, agence comptable....). Des pans entiers de territoire ne nous connaissons plus (pour mémoire, l'interco Aubrac Carladez et Viadène d'une superficie de 860km2 soit 2 fois l'Andorre ne comptera plus aucune résidence DGFIP, on parle de près de 11 000habitants).

La courte période avant les vacances doit nous permettre d'enclencher une première vague de contestation. Nous irons en intersyndicale devant les élus et la presse pour éclairer le plus grand nombre sur cette réforme qui cache son nom, en plus d'être un énième plan de suppressions d'emplois la DGFIP se retire massivement des territoires, ceux-là même que le président Macron avait décidé d'aider en réimplantant des services publics pour aider la population des zones rurales. Tout le monde voit ici l'ampleur du mensonge.

La CGT comme toujours sera à la lutte et livrera un combat acharné pour sauvegarder l'emploi public et le service public. Nous sommes tous concernés, la contestation par procuration ne fonctionne plus et nous devons nous engager ensemble ! Les marges de manœuvres se gagnent dans la lutte et le combat sera mené en intersyndicale partout où c'est possible.

Faites nous part en retour de courrier de votre ressenti sur la réforme et à quels types d'actions vous êtes prêts à participer.

# ON LÂCHE RIEN !!!!

	<b>CGT Finances Publiques</b> <b>Aveyron</b>
	<b>JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques</b> Nom : <input type="text"/> Prénom : <input type="text"/> Grade : <input type="text"/> Échelon : <input type="text"/> Adresse Administrative : <input type="text"/> Adresse Personnelle : <input type="text"/> Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire d'un élu ou s'inscrire directement sur le site :

Site de la section sur INTERNET ou INTRANET :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>